# Art. 8 Quartier existant ECO-c1

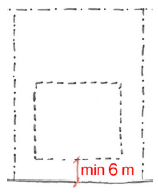
Prescriptions du quartier ECO-c1 à titre indicatif et non exhaustif:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type de prescription** | | **Prescriptions du quartier ECO-c1** |
| Reculs des constructions par rapport aux limites du terrain à bâtir net | Avant | Min 6,00 m |
| Latéral | Min 3,00 m |
| Arrière | Min 5,00 m |
| Type des constructions | | Isolées, jumelées ou en bande |
| Implantation des constructions | | A définir en fonction des besoins |
| Niveaux | | Max 2 niveaux pleins |
| Hauteur des constructions | | Max 8,00 m |
| Nombre d’unités de logement | | 1 logement de service |
| Emplacements de stationnement | | Possible à l’extérieur |

## Art. 8.1 Reculs\* des constructions\* par rapport aux limites du terrain à bâtir net\*

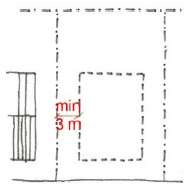
### Art. 8.1.1 Recul\* avant des constructions\*

Le recul\* des constructions\* sur les limites avant de parcelle\* est de 6,00 m minimum.



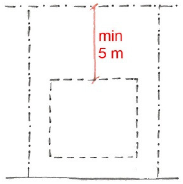
### Art. 8.1.2 Recul\* latéral des constructions\*

Le recul\* des constructions\* sur les limites latérales de parcelle\* est de 3,00 m minimum.



### Art. 8.1.3 Recul\* arrière des constructions\*

Le recul\* des constructions\* sur les limites arrière de parcelle\* est de 5,00 m minimum.



## Art. 8.2 Type de constructions\*

Les constructions\* peuvent être implantées de manière isolée, jumelée\* ou en bande\*.

Ces installations doivent être conformes à la réglementation en vigueur en matière de lutte contre le bruit, la pollution de l’eau et de l’atmosphère.

Les constructions\* doivent être de forme simple et de proportions harmonieuses.

Un traitement particulier et cohérent est demandé pour les différentes parties du bâtiment, telles qu’entrées, partie administrative, partie technique, etc. Les annexes, telles que garages et dépôts doivent former un ensemble de qualité avec le bâtiment principal.

## Art. 8.3 Implantation des constructions\* hors-sol et sous-sol\*

### Art. 8.3.1 Bande de construction\*

La bande de construction\* est définie librement en fonction des besoins.

### Art. 8.3.2 Profondeur\* de la constructions\* hors-sol et sous-sol\*

La profondeur\* des constructions\* est définie librement en fonction des besoins.

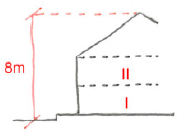
### Art. 8.3.3 Constructions\* en deuxième position

Les constructions\* en deuxième position par rapport à la voie publiques sont autorisées.

La desserte des constructions\* en deuxième position doit être assurée par une voie privée d’une largeur de 5,00 m minimum donnant directement sur la voie publique. Cette voie de desserte doit être située sur la même parcelle\* que la construction\* située en deuxième position ou être détenue (entièrement ou en copropriété) par le propriétaire de la construction\* située en deuxième position.

## Art. 8.4 Niveaux et hauteur des constructions\*

La hauteur ne peut excéder 8,00 m au point le plus haut, avec au maximum 2 niveaux pleins\*. Les infrastructures techniques nécessitant de dépasser cette hauteur pour des raisons d’impératifs fonctionnels peuvent dépasser le gabarit théorique\*, sans toutefois dépasser 12m de haut.



## Art. 8.5 Toitures

### Art. 8.5.1 Forme de toiture

La toiture doit s’inscrire dans le gabarit théorique\*.

## Art. 8.6 Nombre d’unités de logement\*

Un logement\* de service par entreprise est autorisé.

## Art. 8.7 Emplacements de stationnement en surface et à l’intérieur des constructions\*

Les emplacements de stationnements requis peuvent être aménagés à l’extérieur des constructions\*.

## Art. 8.8 Espace libre des parcelles\*

Des surfaces égales à au moins un dixième de la superficie de la parcelle\* doivent être réservées à la plantation d’espèces locales. Ces surfaces sont à privilégier dans les reculs\* des constructions\* et elles ne peuvent servir ni au dépôt de matériaux, ni au stationnement de véhicules.

Une surface égale à 25 % de la superficie de la parcelle\* doit rester perméable (plantations, dalles béton-gazon, etc.).

Le rapport maximal entre l’emprise au sol des constructions\* et la surface totale de la parcelle\* est de 50 % de la surface de la parcelle\* ou partie de parcelle\* située dans la zone ECO-c1.